

AXE ÉVALUATION DES POLITIQUES SOCIO-FISCALES



Co-directeurs :

Clément CARBONNIER



Professeur d'économie à l'Université Paris 8, chercheur au Laboratoire d'économie Dyonisien (LED) et chercheur affilié à la Chaire en fiscalité et finances publiques, Université de Sherbrooke (Canada). Clément Carbonnier étudie l'impact de la fiscalité sur les comportements des agents économiques.

Nathalie MOREL



Assistant Professor en Science Politique à Sciences Po (LIEPP/CEE), spécialiste des politiques sociales en Europe. Ses travaux portent sur les politiques d'investissement social, les politiques de soutien aux emplois domestiques et le care.

Michaël ZEMMOUR



Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'Etat social.

Membres associés :

- Sonja AVLIJAS
- Julien BLASCO
- Pierre BLAVIER
- Montserrat BOTEY
- Guillaume CHAPELLE
- Tom CHEVALIER
- Emanuele FERRAGINA
- Federico Danilo FILETTI
- Elvire GUILLAUD
- Jeanne LAZARUS
- Bruno PALIER
- Thomas RAPP
- Muriel ROGER
- Camille URVOY
- Etienne WASMER

L'axe s'intéresse aux dispositifs sociaux (prestations sociales) et fiscaux (prélèvements obligatoires), avec une attention spécifique portée aux dépenses fiscales ou « socio-fiscales » (c'est-à-dire les dispositifs de dérogations aux prélèvements obligatoires dans le domaine des politiques sociales ou d'emploi). Les travaux précédents ont mis en évidence la nécessité d'analyser conjointement les dépenses directes (transferts, subvention), et les dépenses socio-fiscales pour mieux évaluer les effets des politiques publiques. Les travaux de l'axe visent ainsi à multiplier les points de vue pour fournir à terme une évaluation complète, interdisciplinaire et comparative de ces dispositifs. Si ces questions sont abordées en premier lieu à partir du cas de la France, les projets de l'axe visent à élargir la focale en procédant à des travaux comparatifs au niveau européen. Il s'agit notamment d'analyser les raisons et les conséquences du recours à l'outil fiscal et plus généralement aux politiques « incitatives » en termes de redistribution, de soutien politique, et de gouvernance, et d'intégrer cette dimension à la compréhension des transformations de l'Etat social.

Trois grands chantiers d'intervention

Les travaux de l'axe ouvrent des perspectives sur la contribution des politiques socio-fiscales aux dynamiques longues d'évolution de l'Etat providence ainsi qu'à la stratégie économique française. Ils s'articulent autour de trois grands chantiers:

1. Liens entre fiscalité et redistribution
2. Etude d'impact sur les dispositifs socio-fiscaux dans différents secteurs en France: il s'agit d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre au regard des objectifs poursuivis mais également d'évaluer le coût d'opportunité de ces politiques, et d'analyser les choix politiques derrière ces politiques
3. Le recours aux dispositifs socio-fiscaux comme instrument de réforme de la protection sociale: des nouvelles dimensions d'étude telles que le genre et l'âge devraient venir nourrir les réflexions au sein de l'axe.

Principaux projets de l'axe

Évaluation du dispositif expérimental « Diagnostic RSA jeunes de 25 à 30 ans »

Ce projet mène l'analyse de la mise en œuvre du dispositif expérimental « Diagnostic RSA jeunes de 25 à 30 ans », à savoir d'une expérimentation à destination du public âgé de 25 à 30 ans bénéficiaire du RSA mise en place par le Département 93, ainsi que ses effets sur ses bénéficiaires. Le projet mobilise des méthodes mixtes. Les analyses statistiques permettront d'évaluer l'impact de cette expérimentation sur le retour à l'emploi des bénéficiaires tandis que les analyses qualitatives auront pour fonction d'analyser les processus à l'œuvre derrière ces effets, en prenant notamment en compte le point de vue des bénéficiaires.

Dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris

Afin de mieux anticiper les dynamiques des bénéficiaires du RSA à Paris, le projet vise à mieux comprendre les flux d'entrée et de sortie dans le dispositif du RSA parisien. Il s'agit de dresser une typologie des profils de bénéficiaires, décrire l'évolution du recours au RSA pour chacun de ces profils dans le contexte de la crise et chercher des éléments objectivables qui pour chacun des profils sont corrélés à une augmentation des entrées ou des sorties dans les dispositifs. L'étude pourra ainsi produire une présentation hiérarchisée de différents indicateurs sur lesquels la collectivité peut s'appuyer pour anticiper l'évolution du recours au RSA par ces différents publics à moyen terme.

Childcare aspirations and inequalities in France : Preliminary findings

Ce projet étudie les modes de garde d'enfants en France, en utilisant les données de l'*European Labour Force Survey*. La recherche est menée dans un contexte d'inégalité d'accès à la garde d'enfants à travers l'Europe. Selon les statistiques de l'OCDE de 2016, la participation à la garde d'enfants formelle en France est de 31,33% pour le tertile avec le plus bas revenu disponible et de 74,05% pour le tertile avec le revenu disponible le plus élevé, ce qui rend l'accès à la garde d'enfants plus inégal que la moyenne de l'OCDE. Ce projet vise à étudier ce phénomène en commençant par l'analyse des données de 2010.

Family Policies, Female Participation and inequalities

Ce projet évalue l'impact des politiques de garde d'enfants sur les inégalités d'accès à ces services et leurs conséquences en termes d'inégalités socioéconomiques d'accès au marché du travail ainsi que sur les inégalités de niveau de vie des mères. Il mobilise pour ce faire des méthodes mixtes:

- étude longitudinale de l'évolution des inégalités sociales et de revenus à travers l'exploitation des enquêtes Revenus fiscaux depuis 1970 ;
- étude mêlant les approches quantitatives et qualitatives se focalisant sur les barrières à l'accès aux modes de gardes collectifs en Seine-Saint-Denis, à partir de l'analyse de 55 crèches départementales (horaires, spécificités organisationnelles, préférences des usagers, couvertures géographiques).
- Estimation empirique du lien entre les modes de garde, les différences socio-économiques d'accès et les différences socio-économiques de participation féminine au marché du travail.

Trajectoires de pauvreté : profils, déterminants et conséquences. Perspectives française et européennes (TPFE)

Ce projet de recherche vise à actualiser et enrichir la connaissance des dynamiques de pauvreté, exploitant l'enquête de Statistiques sur les Ressources et les Conditions de Vie (SRCV, INSEE), son volet européen (EU-SILC), et l'échantillon démographique permanent (EDP). Plus précisément, il s'agit de mieux comprendre les phénomènes de pauvreté passagère, récurrente et persistante dans une perspective comparative au sein de l'Union européenne. Cette recherche doit permettre d'appréhender les formes de trajectoires de pauvreté – monétaire et en conditions de vie – en distinguant celles durables et intenses (cumul des difficultés) à celles de plus courte durée. Sont aussi abordés les ordres de grandeur, les déterminants et les conséquences de ces différentes trajectoires de pauvreté. Ceci devrait permettre de produire un état des lieux empiriquement étayé des trajectoires de pauvreté à l'époque contemporaine, et déboucher sur différentes orientations de politiques publiques en la matière.

DEFISC – Les politiques publiques par les incitations fiscales

La France s'inscrit dans un mouvement général d'utilisation croissante de l'outil fiscal à des fins de politiques sociales, d'emploi ou de soutien à différents secteurs d'action publique. Certaines mesures modifient le financement de ces secteurs tandis que d'autres utilisent l'outil fiscal comme alternative aux prestations directes. Ces politiques fiscales, en s'appuyant sur les incitations, constituent un instrument d'intervention publique aux propriétés économiques et politiques distinctes d'autres instruments (dépenses directes, réglementation). A partir d'un recensement original des dispositifs existants, ce projet vise à multiplier les points de vue pour fournir une évaluation aussi complète que possible, interdisciplinaire et comparative des différents usages de l'outil fiscal dans différents domaines : emploi, santé, environnement, logement, dépendance, famille, recherche, services à la personne, philanthropie...

Événements associés à l'axe

- **29 mai 2021:** Journée d'étude LIEPP – CNLE : « Pauvreté, perspectives multidisciplinaires »
- **10 décembre 2021:** Journée d'étude DEFISC – Les politiques publiques par les crédits d'impôts

Principales publications

- Thomas BARNAY, Éric DEFEBVRE, La retraite : un événement protecteur pour la santé de tous, Sciences Po LIEPP Policy Brief n°59, Mars 2022.
- Julien BLASCO, Elvire GUILLAUD, Michaël ZEMMOUR, La TVA réduit-elle l'efficacité des systèmes socio-fiscaux de redistribution? LIEPP Policy Brief n°51, Mars 2021.
- Clément CARBONNIER, Clément MALGOUYRES, Loriane PY, Camille URVOY, Who benefits from tax incentives? The heterogeneous wage incidence of a tax credit, *Journal of Public Economics*, Volume 206, February 2022.
- Clément CARBONNIER, Bruno PALIER, Les femmes, les jeunes et les enfants d'abord. Investissement social et économie de la qualité, PUF, 320 p, 2022.
- Clément CARBONNIER, Imposition jointe des revenus et emploi des femmes mariées : estimation à partir du cas français, *Revue Economique*, 72-2, Mars 2021, 894-924.
- Emanuele FERRAGINA, Alessandro ARRIGONI, Thees F. SPRECKELSEN, The rising invisible majority. Bringing society back into international political economy, *Review of International Political Economy*, Volume 29, 2022.
- Emanuele FERRAGINA, Federico Danilo FILETTI, Labour market protection across space and time: A revised typology and a taxonomy of countries' trajectories of change, *Journal of European Social Policy*, January 2022.
- Jeanne LAZARUS, Les politiques de l'argent, PUF, 288 p, 2022.